

198749-2026 - Competition

France – Repair and maintenance services of security and defence materials – Accord cadre de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites de la Banque de France

OJ S 57/2026 23/03/2026

Contract or concession notice – standard regime

Services

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: BANQUE DE FRANCE

Email: yenvan.angelique@banque-france.fr

Legal type of the buyer: Body governed by public law

Activity of the contracting authority: Economic affairs

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Accord cadre de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites de la Banque de France

Description: Mise en place d'un accord-cadre composite relatif à des prestations de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites de la Banque de France Le dispositif VIFID (vidéosurveillance fiduciaire) a pour vocation l'enregistrement des images capturées sur des espaces spécifiques liés à l'activité fiduciaire. Ce dispositif est totalement indépendant du dispositif de vidéosurveillance de sécurité (ou sûreté) de chaque site. Les images de chaque caméra n'ont pas vocation à être exploitées en temps réel, mais seulement en temps différé (relecture des images enregistrées). Le dispositif doit donc garantir des images de qualité et de fluidité irréprochable en relecture des images enregistrées. La vidéosurveillance fiduciaire occupe une place prépondérante dans la philosophie de contrôle afin de s'assurer a posteriori de la conformité de toutes les opérations réalisées. D'une manière générale, les objectifs du dispositif peuvent être définis de la manière suivante : dissuader tout comportement inadéquat ou frauduleux (prévention de la fraude interne) ; disposer des éléments nécessaires pour établir objectivement les faits en cas d'incident : suivre et documenter le déroulement des opérations dans le cadre d'un incident seulement (et uniquement) sur le respect des procédures ; conduire des investigations en cas de différences, afin d'exempter le personnel le cas échéant ; contrôler aléatoirement le respect des procédures afin de s'assurer que les nouveaux modes opératoires sont bien appliqués et de dispenser une démarche préventive et proactive pour protéger le personnel. Les installations sont équipées de systèmes de type CASD, ou Geutebrück ou Milestone. D'autres systèmes pourront également être intégrés dans le périmètre du marché, soit en remplacement des dispositifs existants, soit en complément des installations en place. Par ailleurs, des actions d'amélioration et de modernisation sont prévues dans les prochaines années afin de garantir un haut niveau de performance, de sécurité et de fiabilité du dispositif L'accord-cadre comprend principalement des prestations à exécuter sur une base forfaitaire et des prestations complémentaires sur bons de commande. Les prestations, objet du présent accord-cadre, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sont assorties d'une obligation de résultat à l'égard de la Banque de France, afin de lui assurer la

continuité de service, la fiabilité et la pérennité des installations et équipements à maintenir. L' accord-cadre est divisé en 2 lots. Les lots sont décrits ci-après.

Procedure identifier: 59972fe0-1411-4903-903c-859c16dcdddf

Internal identifier: DAF 2026_ 000xxx

Type of procedure: Negotiated with prior publication of a call for competition / competitive with negotiation

The procedure is accelerated: no

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 50600000 Repair and maintenance services of security and defence materials

2.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Additional information: Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement momentané d'entreprises. Le groupement peut être conjoint ou solidaire. S'il est conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la Banque de France. Les candidats ne peuvent ni cumuler la qualité de candidat individuel et la qualité de membre d'un groupement, ni être mandataire de plusieurs groupements, ni être mandataire d'un groupement et cotraitant dans un autre groupement. De plus, un cotraitant ne peut pas se présenter en tant que membre de plusieurs groupements.

2.1.3. Value

Estimated value excluding VAT: 2 200 000,00 EUR

2.1.4. General information

Additional information: Le candidat peut demander tout renseignement qu'il jugerait nécessaire au cours de l'établissement de sa candidature via le profil acheteur de la Banque de France (rubrique questions/réponses). Les candidats sont invités à communiquer leurs questions au plus tard le 13/04/2026. Toute question posée après cette date ne sera pas prise en compte. Les réponses à toutes les questions posées sont systématiquement communiquées à l'ensemble des candidats identifiés sur la plateforme et ce, au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des plis. Les réponses peuvent être regroupées. Les candidats peuvent télécharger sur la plateforme de dématérialisation des achats de la Banque de France dans la rubrique « Pièces de marché » le dossier de consultation via le site : <https://achats-banquedefrance.safetender.com> Attention: lors du téléchargement du dossier de consultation sur la plateforme, les candidats ne sont pas obligés de s'identifier. Mais s'ils ne procèdent pas à cette formalité, ils ne sont pas avertis par la plateforme des éventuelles modifications opérées dans le cadre de l'appel d'offres, et ils ne reçoivent pas les réponses aux questions. En cas de problèmes techniques ou pour toutes éventuelles questions concernant la plateforme, la hotline est joignable aux coordonnées suivantes : E-mail : support@safetender.com Tél : 08 25 00 13 26 (du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00) Chaque candidat est tenu de signaler, selon les modalités prévues pour les questions, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des documents de la consultation. A défaut de les avoir signalées, les candidats sont réputés admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences et règles de la consultation.

Legal basis:

2.1.5. Terms of procurement

Terms of submission:

Maximum number of lots for which one tenderer can submit tenders: 2

Terms of contract:

Maximum number of lots for which contracts can be awarded to one tenderer: 2

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Notice

Agreements with other economic operators aimed at distorting competition:

Money laundering or terrorist financing:

Corruption:

Participation in a criminal organisation:

Breaching of obligations in the fields of labour law:

Breaching of obligations in the fields of environmental law:

Breaching of obligations in the fields of social law:

Conflict of interest due to its participation in the procurement procedure:

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: Prestations de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites fiduciaires « modernisés »

Description: L'accord-cadre comporte principalement les prestations de base forfaitaires suivantes : - La maintenance Technique (préventive et corrective) des installations et équipements objets du marché : - La maintenance des solutions logicielles (corrective, adaptative et évolutive) avec 1 visite par an) des appliances, des postes informatiques et périphériques IP composant le réseau de Sûreté de la Direction de la Sécurité. - Le maintien en condition de sécurité (MCS) a pour objectif de maintenir à niveau les équipements en matière de cybersécurité. - Le suivi et la recherche d'optimisation des installations ; - La constitution des stocks de pièces détachées si nécessaire, et leur gestion, pour répondre aux Garanties de Temps d'intervention (GTI), aux Garanties de Temps de Rétablissement (GTR) et à la maintenance curative, - La mise à disposition par le TITULAIRE, s'il en possède une, de sa Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) pour le suivi des interventions et des rapports - La mise à disposition d'un outil de gestion informatique afin de permettre un accès sécurisé aux informations concernant l'intégralité du parc, au suivi les interventions, et aux rapports de visite, aux factures et aux dossiers de conformité. - Le suivi administratif des opérations de maintenance (compte rendu, rapports, réunions, suivi des sous-traitants, exploitation, tenue à jour de la documentation technique, réglementaire et administrative, établissement de devis, etc.). Les sites concernés par le lot 01 sont : Siège de la Banque de France à Paris (75), Centre Fiduciaire du Nord de France CEFINOF (Sainghin-en-Mélantois – 59) , Centre Fiduciaire de Paris la courneuve (93), Caen, Rennes, Orléans, Strasbourg, Dijon, Nantes. L'accord-cadre comporte également des prestations complémentaires sur émission de bon de commande, notamment : - Les prestations de maintenance complémentaires (mise en conformité, amélioration, extension, remplacement, rénovation d'installations) ; - Les travaux complémentaires d'amélioration suites aux maintenances - Toutes les opérations de travaux de transformation, de restructuration ou de modification affectant les installations de

vidéosurveillance fiduciaire , réalisées dans le cadre d'un projet décidé par la Banque de France - Les travaux de mise en sécurité en cas de risque immédiat pour la sécurité (un acte de malveillance, utilisation anormale des installations, catastrophe naturelle, etc.);
Internal identifier: Lot 01

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 50610000 Repair and maintenance services of security equipment

5.1.2. Place of performance

Town: paris

Postcode: 75001

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Additional information: Il est envisagé de retenir 5 opérateurs. Si le nombre des entreprises, dont la candidature est recevable au regard des exigences posées, est supérieur à 5, les entreprises seront sélectionnées en fonction de leur capacité technique appréciée sur la base des documents visés et par application de la pondération suivante : Appréciation des références en lien avec l'objet du marché : 100 % Si le candidat n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout moyen qu'il estime équivalent. En cas d'égalité de note, les candidatures classées au même dernier rang seront toutes retenues.

5.1.3. Estimated duration

Duration: 51 Months

5.1.4. Renewal

Maximum renewals: 2

5.1.5. Value

Estimated value excluding VAT: 1 500 000,00 EUR

Maximum value of the framework agreement: 1 050 000,00 EUR

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

The names and professional qualifications of the staff assigned to perform the contract must be given: Request to participate requirement

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

Additional information: Pour l'appréciation économique et financière du candidat, les documents ou renseignements suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré. • un DC1 et un DC2 disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> • le chiffre d'affaires global du candidat réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles, • Les bilans (liasses fiscales feuillet n°2050, 2051 et 2052) du candidat pour chacune des trois dernières années disponibles (uniquement pour le mandataire en cas de groupement), • attestation d'assurance couvrant les risques professionnels. • attestation « Russie » : une attestation sur l'honneur dûment datée et signée au titre de l'article 5 duodecies paragraphe 1er du règlement (UE) 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 modifié concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante :

<https://banque-france.achatpublic.com> Cette attestation sera fournie, le cas échéant, pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature. • un engagement de confidentialité téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante <https://achats-banquedefrance.safetender.com>. Cet engagement de confidentialité sera fourni pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature. Pour l'appréciation des références du candidat, les documents suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré. - Une liste des principaux marchés de services (10 maximum par candidat) réalisés par le candidat au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet du marché (Maintenance et Maintien en conditions de sécurité des installations de video surveillance fiduciaire, sur des sites bancaire avec une exploitation 24/24 – 7j/7j) et du lot notamment dans le cadre de prestations de maintenance des installations de video surveillance fiduciaire, indiquant les types prestations, le montant, la date et le destinataire public ou privé en lien avec l'objet du marché, Les candidats doivent présenter leur compétence dans la gestion des systèmes VMS de type CASD, ou Geutebrück ou Milestone et autres. En cas de groupement, le groupement présente 10 références maximum incluant celles du mandataire et du/des co-traitant(s). Si le candidat n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout moyen qu'il estime équivalente. - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pendant les trois dernières années. - Le candidat présente les moyens matériels et équipements techniques dont il dispose pour la réalisation de contrats de même nature. - Présentation des certificats de qualifications professionnelles. Il est précisé que la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser les prestations pour lesquelles il se porte candidat ;

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Notice

Criterion: Other economic or financial requirements

Description of selection criterion: Exigences minimales de Capacités économiques et financières: 1- Le chiffre d'affaires global le plus élevé sur les 3 derniers exercices disponibles ne doit pas être inférieur à 2 500 000 € Il est précisé qu'en cas de groupement, le chiffre d'affaires retenu pour la comparaison avec le niveau minimal requis sera la somme des chiffres d'affaires des membres du groupement. ET 2- Le résultat net doit être positif sur au moins 1 des 3 derniers exercices. 3- Le ratio capitaux propres / capital social doit être supérieur à 0,5 sur au moins 1 des 3 derniers exercices (cette condition n'étant pas éliminatoire pour une entreprise bénéficiant d'un plan de continuation). 4- Le résultat d'exploitation doit être positif sur au moins 1 des 3 derniers exercices. Il est précisé qu'en cas de groupement, les ratios 2 à 4 devront être respectés par le seul mandataire du groupement. Pour les ratios 2 à 4, au moins 2 d'entre eux devront être respectés pour admettre la recevabilité de la candidature. Toutes les candidatures qui ne présenteront pas le niveau minimum de capacité économique et financière requis seront éliminées. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (quelle que soit la nature juridique des liens existants entre eux : groupement, sous-traitance, filiale, maison mère ...), il fournit l'ensemble des documents exigés pour chaque opérateur et justifie qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du marché.

The criteria will be used to select the candidates to be invited for the second stage of the procedure

Criterion: References on specified services

Description of selection criterion: Exigences minimales de Capacités Techniques: La détention des certificats de qualité et de qualification professionnelle suivants : - Les Certifications ISO 9001 (ou équivalent) ou certification ISO 14001 (ou équivalent) et la Certification ISO 27001 (ou équivalent) Et - les certifications NF Service et APSAD basé sur les référentiels NF 367-182 et APSAD R82 ou équivalent. Toutes les candidatures qui ne présenteront pas ce niveau minimum de capacité technique requis seront éliminées.

The criteria will be used to select the candidates to be invited for the second stage of the procedure

Weight (percentage, exact): 100,00

Information about the second stage of a two-stage procedure:

Minimum number of candidates to be invited for the second stage of the procedure: 5

Maximum number of candidates to be invited for the second stage of the procedure: 5

The procedure will take place in successive stages. At each stage, some participants may be eliminated

5.1.10. Award criteria

Criterion:

Type: Price

Name: Le marché est attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée sur la base des critères d'attribution indiqués dans le règlement de consultation.

Description: Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

5.1.11. Procurement documents

Access to certain procurement documents is restricted

Justification for restricting access to certain procurement documents: Protection of particularly sensitive information

Languages in which the procurement documents are officially available: French

Languages in which the procurement documents (or their parts) are unofficially available: French

Deadline for requesting additional information: 13/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Information about restricted documents is available at: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Advanced or qualified electronic signature or seal (as defined in Regulation (EU) No 910/2014) is required

Deadline for receipt of requests to participate: 21/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: Not yet known

A non-disclosure agreement is required: yes

Additional information about the non-disclosure agreement: un engagement de confidentialité téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante <https://achats-banquedefrance.safetender.com>. Cet engagement de confidentialité sera fourni pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature.

Electronic invoicing: Required

Electronic ordering will be used: no

Electronic payment will be used: no

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

Framework agreement, without reopening of competition

Maximum number of participants: 1

Justification for the duration of the framework agreement: La durée maximum de l'accord-cadre de 51 mois se justifie par la période de prise en charge de 3 mois avant le début d'exécution des prestations de maintenance.

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Mediation organisation: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Review organisation: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Organisation providing information concerning the general regulatory framework for taxes applicable in the place where the contract is to be performed: BANQUE DE FRANCE

Organisation providing information concerning the general regulatory framework for employment protection and working conditions applicable in the place where the contract is to be performed: BANQUE DE FRANCE

Organisation providing more information on the review procedures: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

5.1. Lot: LOT-0002

Title: Prestations de maintenance des installations de vidéosurveillance fiduciaire pour divers sites fiduciaires « non modernisés »

Description: L'accord-cadre comporte principalement les prestations de base forfaitaires suivantes : - La maintenance Technique (préventive et corrective) des installations et équipements objets du marché : - La maintenance des solutions logicielles (corrective, adaptative et évolutive) avec 1 visite par an) des appliances, des postes informatiques et périphériques IP composant le réseau de Sûreté de la Direction de la Sécurité. - Le maintien en condition de sécurité (MCS) a pour objectif de maintenir à niveau les équipements en matière de cybersécurité. - Le suivi et la recherche d'optimisation des installations ; - La constitution des stocks de pièces détachées si nécessaire, et leur gestion, pour répondre aux Garanties de Temps d'intervention (GTI), aux Garanties de Temps de Rétablissement (GTR) et à la maintenance curative, - La mise à disposition par le TITULAIRE, s'il en possède une, de sa Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) pour le suivi des interventions et des rapports - La mise à disposition d'un outil de gestion informatique afin de permettre un accès sécurisé aux informations concernant l'intégralité du parc, au suivi les interventions, et aux rapports de visite, aux factures et aux dossiers de conformité. - Le suivi administratif des opérations de maintenance (compte rendu, rapports, réunions, suivi des sous-traitants, exploitation, tenue à jour de la documentation technique, réglementaire et administrative, établissement de devis, etc.). Les sites concernés par le lot 02 sont : Bordeaux, Toulouse, Lyon, Marseille, Chamalieres, Ajaccio, Bastia. L'accord-cadre comporte également des

prestations complémentaires sur émission de bon de commande, notamment : - Les prestations de maintenance complémentaires (mise en conformité, amélioration, extension, remplacement, rénovation d'installations) ; - Les travaux complémentaires d'amélioration suites aux maintenances - Toutes les opérations de travaux de transformation, de restructuration ou de modification affectant les installations de vidéosurveillance fiduciaire , réalisées dans le cadre d'un projet décidé par la Banque de France - Les travaux de mise en sécurité en cas de risque immédiat pour la sécurité (un acte de malveillance, utilisation anormale des installations, catastrophe naturelle, etc.);

Internal identifier: Lot 02

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 50610000 Repair and maintenance services of security equipment

5.1.2. Place of performance

Town: paris

Postcode: 75001

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Additional information: Il est envisagé de retenir 5 opérateurs. Si le nombre des entreprises, dont la candidature est recevable au regard des exigences posées, est supérieur à 5, les entreprises seront sélectionnées en fonction de leur capacité technique appréciée sur la base des documents visés et par application de la pondération suivante : Appréciation des références en lien avec l'objet du marché : 100 % Si le candidat n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout moyen qu'il estime équivalent. En cas d'égalité de note, les candidatures classées au même dernier rang seront toutes retenues.

5.1.3. Estimated duration

Duration: 51 Months

5.1.4. Renewal

Maximum renewals: 2

5.1.5. Value

Estimated value excluding VAT: 500 000,00 EUR

Maximum value of the framework agreement: 1 050 000,00 EUR

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

The names and professional qualifications of the staff assigned to perform the contract must be given: Request to participate requirement

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

Additional information: Pour l'appréciation économique et financière du candidat, les documents ou renseignements suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré. • un DC1 et un DC2 disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> • le chiffre d'affaires global du candidat réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles, • Les bilans (liasses fiscales feuillet n°2050, 2051 et 2052) du candidat pour chacune des trois dernières années disponibles (uniquement pour le mandataire en cas

de groupement), • attestation d'assurance couvrant les risques professionnels. • attestation « Russie » : une attestation sur l'honneur dûment datée et signée au titre de l'article 5 duodecies paragraphe 1er du règlement (UE) 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 modifié concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante : <https://banque-france.achatpublic.com> Cette attestation sera fournie, le cas échéant, pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature. • un engagement de confidentialité téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante <https://achats-banquedefrance.safetender.com>. Cet engagement de confidentialité sera fourni pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature. Pour l'appréciation des références du candidat, les documents suivants doivent être fournis par le candidat et le cas échéant par chaque membre du groupement, ainsi que chaque sous-traitant déclaré. - Une liste des principaux marchés de services (10 maximum par candidat) réalisés par le candidat au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet du marché (Maintenance et Maintien en conditions de sécurité des installations de video surveillance fiduciaire, sur des sites bancaire avec une exploitation 24/24 – 7j/7j) et du lot notamment dans le cadre de prestations de maintenance des installations de video surveillance fiduciaire, indiquant les types prestations, le montant, la date et le destinataire public ou privé en lien avec l'objet du marché, Les candidats doivent présenter leur compétence dans la gestion des systèmes VMS de type CASD, ou Geutebrück ou Milestone et autres. En cas de groupement, le groupement présente 10 références maximum incluant celles du mandataire et du/des co-traitant(s). Si le candidat n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout moyen qu'il estime équivalente. - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pendant les trois dernières années. - Le candidat présente les moyens matériels et équipements techniques dont il dispose pour la réalisation de contrats de même nature. - Présentation des certificats de qualifications professionnelles. Il est précisé que la preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser les prestations pour lesquelles il se porte candidat ;

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Notice

Criterion: Other economic or financial requirements

Description of selection criterion: Exigences minimales de Capacités économiques et financières: 1- Le chiffre d'affaires global le plus élevé sur les 3 derniers exercices disponibles ne doit pas être inférieur à 700 000 € Il est précisé qu'en cas de groupement, le chiffre d'affaires retenu pour la comparaison avec le niveau minimal requis sera la somme des chiffres d'affaires des membres du groupement. ET 2- Le résultat net doit être positif sur au moins 1 des 3 derniers exercices. 3- Le ratio capitaux propres / capital social doit être supérieur à 0,5 sur au moins 1 des 3 derniers exercices (cette condition n'étant pas éliminatoire pour une entreprise bénéficiant d'un plan de continuation). 4- Le résultat d'exploitation doit être positif sur au moins 1 des 3 derniers exercices. Il est précisé qu'en cas de groupement, les ratios 2 à 4 devront être respectés par le seul mandataire du groupement. Pour les ratios 2 à 4, au moins 2 d'entre eux devront être respectés pour admettre la recevabilité de la candidature. Toutes les candidatures qui ne présenteront pas le niveau minimum de capacité économique et financière requis seront éliminées. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (quelle que soit la nature juridique des liens existants entre eux : groupement, sous-traitance, filiale, maison mère ...), il fournit l'

ensemble des documents exigés pour chaque opérateur et justifie qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du marché.

The criteria will be used to select the candidates to be invited for the second stage of the procedure

Criterion: References on specified services

Description of selection criterion: Exigences minimales de Capacités Techniques: La détention des certificats de qualité et de qualification professionnelle suivants : - Les Certifications ISO 9001 (ou équivalent) ou certification ISO 14001 (ou équivalent) et la Certification ISO 27001 (ou équivalent) Et - les certifications NF Service et APSAD basé sur les référentiels NF 367-182 et APSAD R82 ou équivalent. Toutes les candidatures qui ne présenteront pas ce niveau minimum de capacité technique requis seront éliminées.

The criteria will be used to select the candidates to be invited for the second stage of the procedure

Weight (percentage, exact): 100,00

Information about the second stage of a two-stage procedure:

Minimum number of candidates to be invited for the second stage of the procedure: 5

Maximum number of candidates to be invited for the second stage of the procedure: 5

The procedure will take place in successive stages. At each stage, some participants may be eliminated

5.1.10. Award criteria

Criterion:

Type: Price

Name: Le marché est attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée sur la base des critères d'attribution indiqués dans le règlement de consultation.

Description: Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

5.1.11. Procurement documents

Access to certain procurement documents is restricted

Justification for restricting access to certain procurement documents: Protection of particularly sensitive information

Languages in which the procurement documents are officially available: French

Languages in which the procurement documents (or their parts) are unofficially available: French

Deadline for requesting additional information: 13/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Information about restricted documents is available at: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Advanced or qualified electronic signature or seal (as defined in Regulation (EU) No 910/2014) is required

Deadline for receipt of requests to participate: 21/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: Not yet known

A non-disclosure agreement is required: yes

Additional information about the non-disclosure agreement: un engagement de confidentialité téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France à l'adresse suivante <https://achats-banquedefrance.safetender.com>. Cet engagement de confidentialité sera fourni pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant présenté dans le dossier de candidature.

Electronic invoicing: Required

Electronic ordering will be used: no

Electronic payment will be used: no

5.1.15. Techniques**Framework agreement:**

Framework agreement, without reopening of competition

Maximum number of participants: 1

Justification for the duration of the framework agreement: La durée maximum de l'accord-cadre de 51 mois se justifie par la période de prise en charge de 3 mois avant le début d'exécution des prestations de maintenance.

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Mediation organisation: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Review organisation: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Organisation providing information concerning the general regulatory framework for taxes applicable in the place where the contract is to be performed: BANQUE DE FRANCE

Organisation providing information concerning the general regulatory framework for employment protection and working conditions applicable in the place where the contract is to be performed: BANQUE DE FRANCE

Organisation providing more information on the review procedures: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

8. Organisations**8.1. ORG-0001**

Official name: BANQUE DE FRANCE

Registration number: 57210489100013

Department: Direction des Achats

Postal address: 39 rue Croix des Petits champs

Town: PARIS CEDEX 01

Postcode: 75049

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Contact point: Yen-Van ANGELIQUE

Email: yenvan.angelique@banque-france.fr

Telephone: 0142924297

Fax: 0142925397

Internet address: www.banque-france.fr

Information exchange endpoint (URL): <https://achats-banquedefrance.safetender.com>

Roles of this organisation:

Buyer

Organisation providing information concerning the general regulatory framework for taxes applicable in the place where the contract is to be performed

Organisation providing information concerning the general regulatory framework for employment protection and working conditions applicable in the place where the contract is to be performed

8.1. ORG-0002

Official name: TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Registration number: nc

Department: Organisation chargée des procédures de recours

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: PARIS CEDEX 04

Postcode: 75181

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Email: greffe.ta-paris@juradm.fr

Telephone: 0144594400

Fax: 0144594646

Internet address: <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Information exchange endpoint (URL): <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Roles of this organisation:

Review organisation

Organisation providing more information on the review procedures

Mediation organisation

8.1. ORG-0000

Official name: Publications Office of the European Union

Registration number: PUBL

Town: Luxembourg

Postcode: 2417

Country subdivision (NUTS): Luxembourg (LU000)

Country: Luxembourg

Email: ted@publications.europa.eu

Telephone: +352 29291

Internet address: <https://op.europa.eu>

Roles of this organisation:

TED eSender

Notice information

Notice identifier/version: 378a2b39-ddbe-4a76-98de-4b54b39b66af - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 16

Notice dispatch date: 20/03/2026 11:52:21 (UTC+00:00) Western European Time, GMT

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 198749-2026

